SCHIBLER (Tamlin), *Fées du logis. L'enseignement ménager dans le canton de Vaud de 1834 à 1984*

Lausanne : Bibliothèque historique vaudoise, 2008, 255 p.

Marianne Thivend

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2316>

DOI : 10.4000/histoire-education.2316

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

Pagination : 99-100

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Marianne Thivend, « SCHIBLER (Tamlin), *Fées du logis. L'enseignement ménager dans le canton de Vaud de 1834 à 1984* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 129 | 2011, mis en ligne le 06 janvier 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2316> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2316>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

SCHIBLER (Tamlin), *Fées du logis*. *L'enseignement ménager dans le canton de Vaud de 1834 à 1984*

Lausanne : Bibliothèque historique vaudoise, 2008, 255 p.

Marianne Thivend

RÉFÉRENCE

SCHIBLER (Tamlin), *Fées du logis*. L'enseignement ménager dans le canton de Vaud de 1834 à 1984, Lausanne : Bibliothèque historique vaudoise, 2008, 255 p.

- 1 Issu d'un mémoire écrit dans le cadre d'une licence obtenue à l'université de Lausanne, cet ouvrage retrace l'histoire des formations ménagères suisses aux XIXe et XXe siècles. De belle facture et très abondamment illustré, il se divise en cinq parties de qualité et d'intérêt inégaux. Si la première reprend un certain nombre de généralités sur la place de « la » femme dans la société industrialisée suisse (Tamlin Schibler enfermant ainsi par ce « la » les femmes dans un déterminisme biologique que l'on croyait dépassé), les seconde et troisième parties décrivent avec précision l'essor de l'enseignement ménager en Suisse et plus particulièrement dans le canton de Vaud, depuis les premiers débats sur l'utilité d'instruire les filles des milieux populaires de leur futur métier de mères et d'épouses jusqu'à la généralisation d'un enseignement ménager postscolaire obligatoire. Les quatrième et cinquième parties forment une sorte d'épilogue, centré sur la critique féministe de l'enseignement ménager des années 1970 et les tentatives actuelles de revalorisation du travail domestique. L'approche adoptée est, dans son ensemble, très factuelle et peu problématisée, des libertés sont prises avec la chronologie, un usage surabondant et peu critique est fait des sources publiées quand, à l'inverse, sont trop rarement convoquées les sources de première main qui auraient permis de confronter les discours aux pratiques scolaires. Cependant, ce livre offre une

quantité d'informations considérables et pose les premiers jalons pour une histoire des formations ménagères, histoire qui, en France, est encore largement en friche.

- 2 Ainsi, s'il n'est guère surprenant de voir, au XIXe siècle, l'économie domestique s'établir progressivement dans les programmes des écoles primaires et primaires supérieures et des premiers « gymnases » de filles, l'attitude de certaines communes qui, dès la fin du XIXe siècle, fondent des écoles ménagères avec l'aide de subventions cantonales et fédérales, paraît plus novatrice. Par exemple, l'école ménagère de Lausanne, fondée en 1898, accueille les jeunes filles à la sortie de la scolarité obligatoire (14 ans) et leur offre gratuitement, sur trois ans, un cours ménager à plein temps (près de 40 heures par semaine), réparti entre enseignement général (français, langues, comptabilité, etc.) et enseignement pratique (blanchissage, cuisine, confection, etc.). D'autres communes ouvrent, autour de la Première Guerre mondiale, des cours ménagers que viennent suivre plusieurs semaines dans l'année les jeunes filles en fin de scolarité primaire. À Vallorbe, en 1920, la commune instaure un enseignement ménager postscolaire obligatoire d'une année. L'école ménagère rurale de Marcellin forme, quant à elle, sur cinq mois, en internat, les jeunes filles à tenir la ferme avec des cours de puériculture, d'aviculture, d'élevage de petit bétail. Les initiatives privées ne sont pas en reste, montées par les associations féminines sous forme de cours du soir. Mais la véritable impulsion est donnée par la loi du 19 février 1930, qui oblige les jeunes filles de 15 à 16 ans non scolarisées à suivre un cours ménager. Ces cours offrent une formation théorique et pratique à toutes les tâches ménagères, appréhendées sous un angle hygiéniste, scientifique, technique et taylorien. Les communes bénéficiant d'un délai de 10 ans pour le mettre en place, la généralisation de ces cours n'est acquise qu'en 1949. On aimerait d'ailleurs en savoir plus sur la fréquentation réelle de ces classes, T. Schibler se contentant d'une statistique chiffrant à 1 500 le nombre de jeunes filles formées à la fin des années 1950.
- 3 Deux points, qui se recoupent par ailleurs, mériteraient d'être plus approfondis. Très intéressante est l'histoire du *lobbying* des associations féminines en faveur de l'enseignement ménager. Si, dès la fin du XIXe siècle, la Société d'utilité publique des femmes suisses, mais également toute une gamme d'associations féminines vaudoises, tentent de convaincre de la nécessité de développer l'éducation ménagère, on apprend peu sur l'effectivité de ce *lobbying*. Pour ces sociétés, l'objectif est bien de former de bonnes mères et épouses, mais pas seulement. L'enseignement doit également former des professionnelles, assignées aux métiers dits « féminins » de couturière, femme de chambre, garde-malade, nourrice, etc. La Ligue sociale d'acheteurs de Berne milite ainsi, dans les années 1920, pour la revalorisation du métier de domestique, revalorisation qui passe par sa professionnalisation et sa réglementation. L'enseignement ménager se place donc au cœur de ces enjeux. Il s'agit bien d'un enseignement professionnel, aspect étrangement sous-estimé dans ce livre, plus attaché à décrire les discours bien connus sur la nécessité de former les fées du logis que les réalités professionnelles qui sous-tendent ces initiatives, à savoir le développement d'une filière de formation professionnelle féminine durable débouchant sur les métiers des soins à la personne, en expansion croissante dans les sociétés industrialisées et tertiaires.